



ÉTAT DE L'UNION EN 2020

Discours sur l'état de l'Union 2020



CONSTRUIRE LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VOULONS VIVRE:
UNE UNION PLEINE DE VITALITÉ DANS UN MONDE
D'UNE GRANDE FRAGILITÉ

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

L'un des esprits les plus courageux de notre époque, Andreï Sakharov - un homme tant admiré par ce Parlement - parlait toujours de sa **foi inébranlable dans la force cachée de l'esprit humain**.

Au cours de ces six derniers mois, les Européens ont montré toute cette force.

Nous l'avons vu avec les soignants qui ont emménagé dans les maisons de retraite pour s'occuper des malades et des personnes âgées.

Avec les médecins et les infirmières qui sont devenus des membres de la famille pour les malades arrivés à leur dernier souffle.

Avec tous les travailleurs de première ligne qui jour et nuit, semaine après semaine, ont pris des risques pour nous tous.

Leur empathie, leur courage et leur sens du devoir nous inspirent. Et je voudrais commencer ce discours en leur rendant hommage.

Leurs histoires sont aussi très révélatrices de l'état de notre monde et de l'état de notre Union.

Elles témoignent de la puissance de l'humain et du sentiment de deuil qui subsisteront longtemps dans notre société.

Et elles nous **révèlent la fragilité de tout ce qui nous entoure**.

Un virus mille fois plus petit qu'un grain de sable nous a rappelé combien la vie peut être vulnérable.

Ce virus a mis à nu les failles de nos systèmes de santé et les limites d'un modèle qui privilégie la richesse plutôt que le bien-être.

Il a mis en lumière la fragilité de notre planète, que nous constatons chaque jour avec la fonte des glaciers, les incendies de forêts et, aujourd'hui, une pandémie mondiale.

Il a changé la façon même dont nous nous comportons et communiquons - en nous obligeant à garder nos distances, le visage derrière un masque.

Il nous a montré **à quel point notre communauté de valeurs est fragile en réalité** — et la rapidité avec laquelle elle peut être remise en question dans le monde, et même ici, dans notre Union.

Mais nos citoyens veulent sortir de ce monde du coronavirus, sortir de cette fragilité, sortir de l'incertitude. Ils sont prêts à changer et prêts à aller de l'avant.

Et, pour l'Europe, le moment est venu d'agir.

Pour l'Europe, le moment est venu de montrer la voie à suivre afin de **sortir de cette fragilité pour acquérir une vitalité nouvelle**. C'est de cela dont je veux parler aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les députés,

Si je tiens ces propos, c'est parce que, ces derniers mois, nous avons redécouvert la **valeur de ce que nous avons en commun**.

En tant que personnes, nous avons tous **sacrifié** une part de notre liberté individuelle pour la sécurité des autres.

Et en tant qu'Union, nous avons tous **partagé** une partie de notre souveraineté pour le bien commun.

Nous avons transformé la peur et les divisions entre États membres en **confiance** dans notre Union.

Nous avons montré ce qui est possible lorsque nous nous faisons **confiance** les uns aux autres et que nous faisons **confiance** à nos institutions européennes.

Et ainsi, nous choisissons non seulement de réparer et de nous rétablir ici et maintenant, mais aussi de créer un mode de vie meilleur pour le monde de demain.

C'est la raison d'être de l'instrument de relance NextGenerationEU.

Nous avons maintenant l'occasion **de façonner le changement plutôt que de le subir suite à une catastrophe ou à un diktat venu d'ailleurs**.

De sortir plus forts de l'épreuve en **créant des perspectives** pour le monde de demain, et non **pas en établissant simplement des plans d'urgence** pour le monde d'hier.

Nous avons tout ce qui est nécessaire pour y parvenir. Nous avons balayé les vieilles excuses et les zones de confort qui nous ont toujours retenus. Nous avons la **vision**, nous avons le **plan**, nous avons les **investissements**.

Il est **désormais temps de nous mettre au travail**.

Ce matin, j'ai envoyé au président Sassoli et à la chancelière Merkel – qui représente la présidence allemande – **une lettre d'intention** décrivant les projets de la Commission pour l'année à venir.

Je ne présenterai pas toutes les initiatives aujourd'hui, mais je souhaite aborder les points sur lesquels notre Union doit se concentrer au cours des douze prochains mois.

SORTIR DE LA CRISE ENSEMBLE: TENIR LES PROMESSES DE L'EUROPE

Mesdames et Messieurs les députés,

Les Européens souffrent encore.

C'est une période de profonde anxiété pour des millions de citoyens qui s'inquiètent de la santé de leur famille, de l'avenir de leur emploi ou simplement de survivre jusqu'à la fin du mois.

La pandémie – et l'incertitude qui l'accompagne – n'est pas terminée. Et la relance en est encore à ses débuts.

Notre première priorité est donc de nous aider mutuellement à sortir de la crise. D'être là pour ceux qui en ont besoin.

Grâce à notre économie sociale de marché sans égale, l'Europe est précisément à même de le faire.

Il s'agit avant tout d'une **économie humaine** qui **nous protège** contre les grands risques de la vie – la maladie, les accidents de la vie, le chômage ou la pauvreté. Elle **offre une stabilité** et nous aide à mieux absorber les chocs. Elle **crée des opportunités et de la prospérité** en promouvant l'innovation, la croissance et des conditions de concurrence équitables.

Jamais cette **promesse durable de protection, de stabilité et d'opportunité** n'a été plus importante qu'aujourd'hui.

Permettez-moi de vous expliquer pourquoi.

Premièrement, l'Europe doit continuer à protéger les vies et sauver les emplois.

C'est d'autant plus important au milieu d'une pandémie qui ne montre aucun signe d'affaiblissement.

Nous savons à quelle vitesse le nombre de cas peut augmenter et échapper à tout contrôle. Nous **devons donc continuer à affronter cette pandémie avec la plus grande prudence, la plus grande responsabilité et la plus grande unité.**

Au cours des six derniers mois, nos systèmes de santé et nos travailleurs ont fait des miracles.

Chaque pays s'est efforcé d'agir le mieux possible pour ses citoyens.

Et l'Europe a fait davantage ensemble que jamais auparavant.

Lorsque des États membres ont fermé leurs frontières, nous avons créé des voies réservées pour les marchandises.

Lorsque plus de 600 000 citoyens de l'Union ont été bloqués dans toutes les parties du monde, l'UE les a rapatriés.

Lorsque certains pays ont décrété des interdictions d'exportation pour des produits médicaux essentiels, nous y avons mis fin et nous avons veillé à ce que le matériel médical essentiel arrive là où il était nécessaire.

Nous avons travaillé avec les industriels européens pour accroître la production de masques, de gants, de tests et de respirateurs.

Notre mécanisme de protection civile a permis à des médecins roumains de traiter des patients en Italie ou à la Lettonie d'envoyer des masques à ses voisins baltes.

Et nous avons réalisé tout cela sans disposer des pleines compétences.

Pour moi, c'est une évidence: nous devons construire une Union européenne de la santé qui soit plus forte.

Pour commencer à concrétiser cette idée, nous devons maintenant tirer les premiers enseignements de la crise sanitaire.

Nous devons faire en sorte que notre nouveau programme «L'UE pour la santé» résiste à l'épreuve du temps. C'est pourquoi j'avais proposé d'augmenter les financements et je suis reconnaissante à ce Parlement d'être prêt à se battre pour obtenir davantage de fonds et pour remédier aux coupes budgétaires opérées par le Conseil européen.

Nous devons aussi **améliorer notre état de préparation et notre gestion des crises** liées aux menaces sanitaires transfrontalières.

Dans un premier temps, nous proposerons de renforcer le rôle et les pouvoirs de l'Agence européenne du médicament et de l'ECDC — notre centre de prévention et de contrôle des maladies.

Dans un deuxième temps, nous **créerons une agence de recherche et de développement biomédicaux avancés** au niveau européen, comme cela existe aux États-Unis. Cette nouvelle agence appuiera notre capacité et notre préparation face aux menaces et aux situations d'urgence transfrontalières, qu'elles soient d'origine naturelle ou intentionnelle. Nous avons besoin de réserves stratégiques pour réduire la dépendance de notre chaîne d'approvisionnement, notamment pour les produits pharmaceutiques.

Dans un troisième temps, il est plus manifeste que jamais que nous devons examiner la question des compétences en matière de santé. Et je pense qu'il s'agit là d'une tâche noble et urgente pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Et puisque nous avons connu une crise mondiale, nous devons en tirer des enseignements pour le monde entier. C'est pourquoi, avec le Premier ministre Conte et la présidence italienne du G20, je convoquerai l'année prochaine un sommet mondial de la santé en Italie.

Les Européens verront ainsi que notre **Union est là pour protéger chacun d'entre nous.**

Et c'est exactement ce que nous avons fait en ce qui concerne les travailleurs.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai promis de créer un instrument pour protéger les travailleurs et les entreprises des chocs externes.

Parce que mon expérience de ministre du travail et des affaires sociales m'avait appris que ces dispositifs sont efficaces. Grâce à eux, les personnes gardent leur emploi, les entreprises, leurs compétences, et les PME, leur activité. Ces PME sont le moteur de notre économie et elles seront le moteur de notre reprise.

C'est la raison pour laquelle la Commission a créé le programme SURE. Je tiens d'ailleurs à remercier cette Assemblée d'avoir travaillé sur la proposition en un temps record.

Si l'Europe a, jusqu'à présent, évité le chômage massif que l'on observe ailleurs, c'est en grande partie grâce aux dispositifs de chômage partiel dont près de 40 millions de personnes ont bénéficié.

Cette rapidité et cet objectif commun permettront à 16 pays de recevoir bientôt quelque 90 milliards d'euros du programme SURE pour soutenir les travailleurs et les entreprises.

De la Lituanie à l'Espagne, ces fonds apporteront un peu de tranquillité d'esprit aux familles qui ont besoin de ce revenu pour se nourrir ou pour payer leur loyer.

Et ils contribueront à protéger des millions d'emplois, de revenus et d'entreprises dans toute notre Union.

C'est la véritable solidarité européenne en action. Et cela traduit le fait que **dans notre Union, la dignité du travail doit être sacrée.**

Mais la vérité est que, pour trop de personnes, le travail ne paie plus.

Le dumping salarial détruit la dignité du travail, pénalise l'entrepreneur qui paie des salaires décents et fausse la concurrence loyale sur le marché unique.

La Commission présentera donc une proposition législative en vue d'aider les États membres à **mettre en place un cadre pour les salaires minimum**. Chacun doit avoir accès à un salaire minimum, que ce soit au titre d'une convention collective ou d'un salaire minimum légal.

Je suis une fervente partisane de la négociation collective et la proposition respectera pleinement les compétences et les traditions nationales.

Nous avons vu dans nombre d'États membres comment un salaire minimum bien négocié assure l'emploi et l'équité, tant pour les travailleurs que pour les entreprises qui les apprécient vraiment.

Le salaire minimum fonctionne – et il est temps que le travail paie.

La deuxième promesse de l'économie sociale de marché est celle de la stabilité.

L'Union européenne et ses États membres ont réagi à une crise inédite par une réponse sans précédent.

En montrant qu'elle était **unie et à la hauteur de la tâche, l'Europe a apporté la stabilité nécessaire à nos économies.**

La Commission a immédiatement déclenché la **clause dérogatoire générale pour la première fois de notre histoire.**

Nous avons assoupli nos règles en matière de fonds européens et d'aides d'État.

Nous avons autorisé plus de **3 trillions d'euros** d'aide en faveur des entreprises et de l'industrie: des pêcheurs en Croatie et des agriculteurs en Grèce, aux PME en Italie et aux travailleurs indépendants au Danemark.

La Banque centrale européenne a pris des mesures décisives dans le cadre de son programme d'achats d'urgence face à la pandémie, le PEPP.

La Commission a proposé, en un temps record, NextGenerationEU et un budget remanié.

Il combine investissements et réformes indispensables.

Le Conseil l'a approuvé en un temps record.

Cette Assemblée s'emploie à voter sur le projet avec la plus grande célérité.

Pour la première fois – et pour des temps exceptionnels – l'Europe a mis en place ses propres instruments communs pour compléter les stabilisateurs budgétaires nationaux.

C'est un moment d'unité remarquable pour notre Union. C'est là une réalisation qui devrait susciter notre fierté collective.

Il nous faut désormais maintenir le cap. Nous avons tous vu les prévisions. Nous pouvons nous attendre à ce que nos économies redémarrent après une baisse de 12 % du PIB au deuxième trimestre.

Mais, tout comme le virus, l'incertitude persiste – ici en Europe et dans le monde.

Ce n'est donc sûrement **pas** le moment de retirer notre soutien.

Une politique de soutien reste nécessaire à nos économies, et il nous faudra trouver un délicat équilibre entre appui financier et viabilité budgétaire.

À plus long terme, un renforcement de l'Union économique et monétaire constitue le meilleur moyen d'assurer la stabilité et la compétitivité.

La confiance dans l'euro n'a jamais été aussi grande.

L'accord historique sur NextGenerationEU illustre le soutien politique dont celui-ci bénéficie.

Nous devons maintenant profiter de cette occasion pour mener des réformes structurelles dans nos économies et parachever l'union des marchés des capitaux et l'union bancaire.

Des marchés financiers profonds et liquides sont essentiels pour garantir l'accès des entreprises aux financements dont elles ont besoin pour se développer et investir dans la reprise et dans l'avenir.

Et il s'agit également d'une condition préalable au renforcement du rôle international de l'euro. Alors mettons-nous au travail pour mener à son terme ce projet générationnel.

Mesdames et Messieurs les députés, la troisième promesse durable est la promesse d'opportunité.

La pandémie nous a rappelé beaucoup de choses que nous avons peut-être oubliées ou que nous tenions pour acquises.

Elle nous a rappelé combien nos économies sont liées et combien un marché unique pleinement opérationnel est essentiel à notre prospérité et à notre capacité d'agir.

Le marché unique est synonyme d'opportunité – il permet au consommateur d'en avoir pour son argent, à l'entreprise de vendre où elle veut en Europe et à l'industrie de renforcer sa compétitivité internationale.

Et il offre à nous tous la possibilité de tirer le meilleur parti des libertés que nous, Européens, chérissons. Il offre à nos entreprises la possibilité d'atteindre la taille dont elles ont besoin pour prospérer et leur sert de refuge dans les périodes difficiles. Nous comptons chaque jour sur lui pour rendre nos vies plus faciles – et il nous est indispensable pour gérer la crise et recouvrer nos forces.

Donnons-lui un coup de pouce.

Nous devons abattre les obstacles au marché unique. Nous devons alléger les formalités administratives. Nous devons accélérer la mise en œuvre et le contrôle de l'application des règles. **Et nous devons rétablir les quatre libertés – dans leur intégralité et aussi vite que possible.**

Le bon fonctionnement de l'espace Schengen de libre circulation constitue un élément fondamental à cet égard. Nous travaillerons avec le Parlement et les États membres pour mettre cette question au premier rang de nos priorités politiques et nous proposerons une **nouvelle stratégie pour l'avenir de Schengen.**

Grâce à un marché intérieur fort, l'industrie européenne a longtemps fait tourner notre économie, assurant des conditions d'existence stables à des millions de personnes et créant les mécanismes sociaux autour desquels nos communautés sont construites.

Nous avons présenté notre nouvelle stratégie industrielle en mars pour faire en sorte que l'industrie puisse conduire la double transition écologique et numérique. Les six derniers mois n'ont fait qu'accélérer cette transformation, à un moment où le paysage concurrentiel mondial change radicalement. C'est pourquoi nous actualiserons notre stratégie industrielle au cours du premier semestre de l'année prochaine et nous adapterons notre cadre de concurrence, qui doit évoluer lui aussi.

PROPULSER L'EUROPE VERS L'AVENIR: CONSTRUIRE LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VOULONS VIVRE

Mesdames et Messieurs les députés,

Toutes ces mesures permettront à l'Europe de se redresser. Mais alors même que nous progressons ensemble, nous devons aussi nous propulser vers le monde de demain.

Il est d'autant plus urgent d'accélérer qu'il y va de l'avenir de notre fragile planète.

Le gel d'une grande partie de l'activité mondiale durant les périodes de confinement n'a pas interrompu le réchauffement dangereux de notre planète.

Tout autour de nous en témoigne: les évacuations de maisons causées par l'effondrement d'un glacier du Mont Blanc, les incendies qui ravagent l'Oregon, la sécheresse d'une exceptionnelle gravité qui détruit les cultures en Roumanie.

Mais la nature a également fait son retour dans nos vies.

Notre santé mentale et notre bien-être physique avaient besoin d'espaces verts et d'air pur.

Nous savons que le changement est nécessaire – et nous savons aussi qu'il est possible.

Le pacte vert pour l'Europe est le projet qui nous permettra de mener à bien cette transformation.

Il se concentre sur un objectif: faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050.

Mais nous n'atteindrons cet objectif que si les choses changent – nous devons agir plus vite et mieux.

Nous avons examiné en profondeur chaque secteur pour voir à quelle vitesse nous pourrions agir et comment nous pourrions le faire d'une manière responsable et fondée sur des données probantes.

Nous avons organisé une vaste consultation publique et effectué une analyse d'impact approfondie.

Sur cette base, la Commission européenne propose de porter l'objectif de réduction des émissions pour 2030 à au moins 55 %.

Je reconnais que cette augmentation de 40 % à 55 % est trop importante pour certains et insuffisante pour d'autres.

Mais notre analyse d'impact montre clairement que notre économie et notre industrie peuvent y faire face.

Et elles-mêmes en ont la volonté. Pas plus tard qu'hier, j'ai reçu de 170 chefs d'entreprise et investisseurs – de PME mais aussi de quelques-uns des plus grands groupes mondiaux – une lettre appelant l'Europe à fixer un objectif d'au moins 55 %.

Notre analyse d'impact montre clairement que la réalisation de cet objectif mettrait résolument l'UE sur la voie de la neutralité climatique d'ici à 2050 et du respect de ses obligations découlant de l'accord de Paris.

Et si d'autres suivent notre exemple, le monde pourra maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degré Celsius.

J'ai pleinement conscience que bon nombre de nos partenaires sont loin de cet objectif – et je reviendrai plus tard sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Mais pour nous, **l'objectif de 2030 est ambitieux, réalisable et bénéfique pour l'Europe.**

Nous pouvons le faire. Nous avons déjà montré que nous en étions capables.

Alors que les émissions ont chuté de 25 % depuis 1990, notre économie a crû de plus de 60 %.

La différence est que les moyens technologiques, les compétences et les investissements sont aujourd'hui plus nombreux. Et nous sommes déjà engagés sur la voie d'une économie circulaire avec une production neutre en carbone.

De plus en plus de jeunes militent pour le changement. De plus en plus d'éléments prouvent que ce qui est bon pour le climat est bon pour l'économie et bon pour nous tous.

Et nous avons solennellement promis de ne laisser personne de côté pendant cette transformation. Notre Fonds pour une transition juste nous permettra de soutenir les régions qui auront à subir un changement plus important et plus coûteux.

Nous avons tout pour réussir. Il est maintenant de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour atteindre notre objectif.

Mesdames et Messieurs les députés,

La réalisation de ce nouvel objectif permettra de réduire notre dépendance à l'égard des importations d'énergie, de créer des millions d'emplois supplémentaires et de réduire de plus de moitié la pollution atmosphérique.

Pour y arriver, nous devons commencer maintenant.

D'ici l'été prochain, nous réviserons toute notre législation sur le climat et l'énergie afin de l'adapter à l'objectif de 55 %.

Nous améliorerons l'échange de droits d'émission, promouvrons l'utilisation des énergies renouvelables, améliorerons l'efficacité énergétique et réformerons la fiscalité sur l'énergie.

Mais la mission du pacte vert pour l'Europe va bien au-delà de la réduction des émissions.

Elle vise à assurer une modernisation systémique de notre économie, de notre société et de notre industrie. **Elle a pour vocation de rendre plus fort le monde dans lequel nous vivons.**

Notre consommation actuelle de matières premières, d'énergie, d'eau et de denrées alimentaires ainsi que notre utilisation des sols ne sont pas durables.

Nous devons traiter différemment la nature; nous devons changer notre façon de produire et de consommer, de vivre et de travailler, de manger et de nous chauffer, de voyager et de transporter.

Nous nous attaquerons donc à tout, aux produits chimiques dangereux comme à la déforestation et à la pollution.

Il s'agit d'un plan pour une vraie reprise. C'est un plan d'investissement pour l'Europe.

Et c'est là que NextGenerationEU changera véritablement la donne.

Premièrement, 37 % de NextGenerationEU seront consacrés directement aux objectifs de notre pacte vert pour l'Europe.

Et je veillerai à ce que la finance verte passe également à la vitesse supérieure.

Nous sommes les leaders mondiaux de la finance verte et le plus grand émetteur d'obligations vertes dans le monde. Nous faisons œuvre de pionnier en élaborant une norme de l'UE solide en matière d'obligations vertes.

Et je peux annoncer aujourd'hui que nous fixerons un objectif consistant à lever **30 % des 750 milliards d'euros de NextGenerationEU au moyen d'obligations vertes**.

Deuxièmement, NextGenerationEU devrait investir dans des projets européens phares ayant le plus grand impact: l'hydrogène, la rénovation et la création d'1 million de bornes de recharge électrique.

Permettez-moi d'expliquer comment cela pourrait fonctionner:

il y a deux semaines, en Suède, a débuté la phase d'essai d'un projet pilote unique de production d'acier sans énergie fossile. De l'hydrogène y sera utilisé à la place du charbon pour produire de l'acier propre.

Cela montre le potentiel de l'hydrogène pour soutenir notre industrie au moyen d'une nouvelle licence d'exploitation propre.

Je veux que NextGenerationEU crée de nouvelles vallées européennes de l'hydrogène pour moderniser nos industries, alimenter nos véhicules et redonner une nouvelle vie aux zones rurales.

Le deuxième exemple concerne les bâtiments dans lesquels nous vivons et travaillons.

Nos bâtiments génèrent 40 % de nos émissions. Ils doivent devenir plus économes, moins coûteux et plus durables.

Et nous savons que le secteur de la construction peut même être transformé en puits de carbone, et cesser dès lors d'être une source de carbone, si l'on utilise des matériaux de construction organiques tels que le bois et des technologies intelligentes telles que l'intelligence artificielle.

Je veux que NextGenerationEU déclenche une vague de rénovation européenne et fasse de notre Union un leader de l'économie circulaire.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un projet environnemental ou économique: il doit s'agir aussi d'un nouveau projet culturel pour l'Europe. Chaque mouvement a son propre cachet. Et nous devons

donner à notre changement systémique sa propre esthétique – pour combiner style et durabilité.

C'est pourquoi nous allons créer un nouveau Bauhaus européen – un espace de co-création dans lequel les architectes, les artistes, les étudiants, les ingénieurs, les designers travaillent ensemble pour réaliser cet objectif.

C'est la raison d'être de NextGenerationEU. C'est façonner le monde dans lequel nous voulons vivre.

Un monde servi par une économie qui réduit les émissions, stimule la compétitivité, réduit la précarité énergétique, crée des emplois gratifiants et améliore la qualité de vie.

Un monde dans lequel les technologies numériques servent à bâtir une société plus saine et plus verte.

Cela ne pourra se faire que si nous agissons ensemble, et je veillerai tout particulièrement à ce que les plans de relance ne nous fassent pas seulement sortir de la crise, mais nous aident aussi à propulser l'Europe vers le monde de demain.

Mesdames et Messieurs les députés,

Imaginez-vous un instant vivre cette pandémie sans le numérique. Devoir observer une quarantaine – isolés de votre famille et de votre communauté, coupés du monde du travail – ou encore, éprouver de grandes difficultés à vous approvisionner. En fait, il n'est pas si difficile d'imaginer que cela s'est produit il y a cent ans, lors de la dernière grande pandémie.

Un siècle plus tard, les technologies modernes permettent aux jeunes de suivre un enseignement à distance et à des millions de gens de travailler en restant à la maison. Elles permettent aux usines de continuer à tourner, aux entreprises de vendre leurs produits et aux administrations publiques de fournir, à distance, des services publics essentiels aux citoyens. L'innovation et la transformation numériques réalisées en quelques semaines auraient pris des années en d'autres circonstances.

Nous atteignons les limites de ce qu'il est possible de faire avec les moyens analogiques. Et cette accélération ne fait que commencer.

Nous devons faire de la décennie qui s'ouvre la «décennie numérique» de l'Europe.

Nous avons besoin d'un plan commun pour l'Europe numérique, avec des objectifs clairement définis pour 2030, notamment en matière de connectivité, de compétences et de services publics numériques. Nous devons aussi nous doter de principes clairs: le droit au respect de la vie privée et à la connectivité, la liberté d'expression, la libre circulation des données et la cybersécurité.

Mais l'Europe doit montrer la voie à suivre dans le domaine du numérique, sinon elle sera contrainte de s'aligner sur d'autres acteurs qui fixeront ces normes pour nous. C'est pourquoi nous devons agir vite.

Il y a trois domaines sur lesquels nous devrions, selon moi, nous concentrer.

Premièrement, les données.

En ce qui concerne les données à caractère personnel – dans le commerce entre entreprises et consommateurs – l'Europe a été trop lente et dépend désormais des autres.

Il ne faut pas que cela se répète avec les données industrielles. La bonne nouvelle, c'est que, dans ce domaine, l'Europe est encore en tête – nous avons la technologie, et surtout l'industrie.

Mais la course n'est pas gagnée pour autant. Le volume de données industrielles dans le monde quadruplera au cours des cinq prochaines années, et les opportunités qu'elles offrent croîtront au même rythme. Nous devons donner à nos entreprises, PME et start-ups, ainsi qu'à nos chercheurs, les moyens d'exploiter pleinement leur potentiel. Les données industrielles valent de l'or lorsqu'il s'agit de mettre au point de nouveaux produits et services.

La réalité, malheureusement, est que 80 % des données industrielles sont collectées mais ne sont jamais utilisées. C'est du gaspillage.

Une véritable économie des données serait, en revanche, un puissant moteur d'innovation et de création d'emplois. Nous devons donc préserver ces données dans l'intérêt de l'Europe et les rendre largement accessibles. Il nous faut des espaces de données communs, par exemple dans les secteurs de l'énergie ou des soins de santé. Cela renforcerait les écosystèmes d'innovation où les universités, les entreprises et les institutions de recherche bénéficieraient d'un accès sécurisé aux données et pourraient collaborer sur cette thématique.

C'est pourquoi, dans le cadre de NextGenerationEU, nous allons créer un «cloud» européen, fondé sur Gaia X.

Le deuxième domaine sur lequel nous devons concentrer nos efforts, c'est la technologie – et en particulier celle de l'intelligence artificielle.

Qu'il soit question d'agriculture de précision, de diagnostics médicaux plus fiables ou de conduite autonome sécurisée, l'intelligence artificielle nous ouvrira de nouveaux mondes. Mais ces mondes ont aussi besoin de règles.

Nous, en Europe, nous voulons un socle de règles qui place l'humain au centre. Les algorithmes ne doivent pas être une boîte noire, et il faut des règles claires si quelque chose tourne mal. La Commission proposera un instrument législatif à cet effet l'année prochaine.

Il portera notamment sur la maîtrise de nos données à caractère personnel, qui nous échappe trop souvent aujourd'hui. Chaque fois qu'une application ou un site web nous propose de créer une nouvelle identité numérique ou de nous connecter facilement via une grande plateforme, nous n'avons aucune idée de ce que deviennent nos données, en réalité.

C'est pourquoi la Commission proposera bientôt une identité électronique européenne sécurisée.

Une identité fiable, que tout citoyen pourra utiliser partout en Europe pour n'importe quel usage, comme payer ses impôts ou louer un vélo. Une technologie qui nous permettra de contrôler quelles données nous partageons et l'usage qui pourra en être fait.

Le troisième point concerne les infrastructures.

Il faut que les connexions de données suivent l'évolution rapide que connaît notre société.

Si nous cherchons à créer une Europe de l'égalité des chances, il est inacceptable que 40 % des habitants des zones rurales n'aient toujours pas accès à une connexion à haut débit rapide.

Ce type de connexion est désormais indispensable pour pouvoir télétravailler, apprendre à domicile, acheter en ligne et, de plus en plus, utiliser de nouveaux services importants. Sans connexion à haut débit, il est pratiquement impossible de développer ou de gérer une entreprise efficacement.

Les connexions rapides représentent une chance unique – mais aussi un préalable – pour revitaliser les zones rurales. Ces dernières en ont absolument besoin pour tirer le meilleur parti de leur potentiel et attirer davantage de personnes et d'investissements.

Le coup de fouet que NextGenerationEU va donner à l'investissement est une occasion unique de stimuler la croissance jusqu'au moindre village. C'est pourquoi nous voulons concentrer nos investissements sur la connectivité sécurisée et sur le déploiement de la 5G, de la 6G et de la fibre.

NextGenerationEU est aussi une occasion unique d'élaborer une approche européenne plus cohérente en matière de connectivité et de déploiement d'infrastructures numériques.

Aucun de ces objectifs n'est une fin en soi – ce qui est en jeu, c'est la souveraineté numérique de l'Europe, à petite et à grande échelle.

Dans cet esprit, je suis heureuse d'annoncer un **investissement de 8 milliards d'euros dans la prochaine génération de superordinateurs** – une technologie de pointe «made in Europe».

Nous voulons aussi voir l'industrie européenne développer ses propres microprocesseurs de prochaine génération, qui nous permettront d'utiliser des volumes de données croissants en économisant l'énergie et en toute sécurité.

Voilà de quoi sera faite la «décennie numérique de l'Europe»!

Mesdames et Messieurs les députés,

Si l'Europe veut aller de l'avant et avancer rapidement, nous devons balayer nos hésitations.

L'enjeu, c'est de donner à l'Europe davantage de prise sur son avenir.

Nous avons tout ce qu'il faut pour y parvenir. Et le secteur privé attend désespérément d'y contribuer, lui aussi.

Avec les nouveaux pôles numériques qui voient le jour un peu partout, de Sofia à Lisbonne ou Katowice, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour investir dans les entreprises technologiques européennes. Nous avons les personnes, les idées et la force d'une Union pour réussir.

C'est la raison pour laquelle nous investirons 20 % du budget de NextGenerationEU dans le numérique.

Nous voulons ouvrir la voie, une voie européenne, de l'ère numérique: une voie qui repose sur nos valeurs, notre force, nos ambitions mondiales.

UNE EUROPE PLEINE DE VITALITÉ DANS UN MONDE FRAGILE

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe est résolue à profiter de cette période de transition pour construire le monde dans lequel nous voulons vivre. Bien sûr, cela ne s'arrête pas à nos frontières.

La pandémie a mis en évidence à la fois la fragilité du système mondial et l'importance que revêt la coopération pour relever les défis collectifs.

Face à la crise que connaît le monde, certains choisissent le repli sur soi. D'autres s'emploient activement à déstabiliser le système.

L'Europe choisit de tendre la main.

Notre vision du leadership, ce n'est pas une propagande qui sert nos intérêts. Il ne s'agit pas de faire passer l'Europe d'abord. Il s'agit plutôt d'être les premiers à répondre à l'appel lorsque cela s'avère nécessaire.

Durant la pandémie, des avions européens ont livré des milliers de tonnes d'équipements de protection dans le monde entier, du Soudan à l'Afghanistan, de la Somalie au Venezuela.

Aucun d'entre nous ne sera en sécurité tant que nous ne serons pas tous en sécurité, et ce, peu importe l'endroit où que nous vivions, ou ce que nous possédions.

Un vaccin accessible, abordable et sûr est le moyen le plus prometteur d'assurer notre sécurité.

Au début de la pandémie, il n'y avait pas de financement, pas de cadre mondial pour le développement d'un vaccin contre le coronavirus, juste une course pour être le premier à se le procurer.

C'est le moment où **l'UE est intervenue pour organiser une réponse mondiale**. Avec la société civile, le G20, l'OMS et d'autres partenaires, nous avons réuni plus de 40 pays pour lever 16 milliards d'euros pour financer la recherche sur des vaccins, des tests et des traitements pour le monde entier, démontrant ainsi le pouvoir mobilisateur inégalé de l'UE.

Mais trouver un vaccin ne suffit pas. Nous devons veiller à ce que les citoyens européens et ceux du monde entier y aient accès.

L'UE a adhéré ce mois-ci au mécanisme mondial COVAX et a apporté une contribution de 400 millions d'euros pour que des vaccins sûrs deviennent accessibles non seulement à ceux qui en ont les moyens mais à tous ceux qui en ont besoin.

Le nationalisme vaccinal met des vies en danger. La coopération en matière de vaccins les sauve.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous sommes fermement convaincus de la force et de la valeur de la coopération au sein d'organismes internationaux.

C'est avec une Organisation des Nations unies forte que nous pourrions trouver des solutions à long terme à des crises comme celles que connaissent la Libye ou la Syrie.

C'est avec une Organisation mondiale de la santé forte que nous pourrions mieux nous préparer et réagir aux pandémies mondiales ou aux épidémies locales – coronavirus ou Ebola.

Et c'est avec une Organisation mondiale du commerce forte que nous pourrions garantir une concurrence équitable pour tous.

Mais il faut aussi reconnaître qu'il **n'a jamais été aussi urgent de revitaliser et de réformer le système multilatéral**. Une paralysie insidieuse a gagné notre système mondial. De grandes puissances se retirent des institutions ou bien les prennent en otage pour servir leurs propres intérêts.

Toutes ces voies sont sans issue. Oui, nous voulons du changement. Mais du changement en construisant et non en détruisant.

C'est pourquoi je veux que l'UE prenne la tête du mouvement de réforme de l'OMC et de l'OMS, afin de les adapter au monde d'aujourd'hui.

Mais nous savons que les réformes multilatérales prennent du temps et, dans l'intervalle, le monde va continuer de tourner.

Il ne fait aucun doute que l'Europe doit prendre clairement position et intervenir rapidement sur les questions internationales.

La dernière réunion en date des dirigeants UE-Chine a eu lieu il y a deux jours.

La relation que l'Union européenne entretient avec la Chine est à la fois l'une des plus importantes sur le plan stratégique et l'une de celles qui comportent le plus de défis.

Dès le début, j'ai dit que la Chine était un partenaire de négociation, un concurrent économique et un rival systémique.

Nous avons des intérêts communs sur des questions telles que le changement climatique – et la Chine s'est montrée disposée à coopérer en entamant un dialogue à haut niveau. Toutefois, nous attendons de la Chine qu'elle respecte les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Accord de Paris et qu'elle donne l'exemple.

Il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne l'accès équitable aux marchés pour les entreprises européennes, la réciprocité et la surcapacité. Notre partenariat en matière de commerce et d'investissement reste déséquilibré.

Et il est incontestable que les systèmes de gouvernance et de société que nous promouvons sont très différents. Nous croyons à la valeur universelle de la démocratie et aux droits de l'individu.

L'Europe a elle aussi ses problèmes – pensons par exemple à l'antisémitisme. Mais nous en débattons dans la sphère publique. Non seulement la critique et l'opposition sont acceptées, mais elles sont protégées par la loi.

Nous devons donc toujours dénoncer les violations des droits de l'homme lorsqu'elles se produisent et où que ce soit, à Hong Kong ou chez les Ouïghours.

Mais qu'est-ce qui nous retient? Pourquoi même de simples déclarations sur les valeurs de l'UE sont-elles retardées, édulcorées ou prises en otage pour d'autres motifs?

Lorsque les États membres reprochent à l'Europe d'être trop lente, je leur demande de se montrer courageux et de passer enfin au vote à la majorité qualifiée – du moins en ce qui concerne les droits de l'homme et la mise en œuvre de sanctions.

Cette Assemblée a, à maintes reprises, appelé l'Europe à se doter d'un équivalent de la «loi Magnitsky» – et je peux annoncer que nous allons maintenant présenter une proposition.

Nous devons compléter notre boîte à outils.

Mesdames et Messieurs les députés,

Que ce soit à Hong Kong, à Moscou ou à Minsk: L'Europe doit prendre position clairement et rapidement.

Je veux le dire haut et fort: l'Union européenne est du côté du peuple biélorusse.

Nous sommes tous émus par l'immense courage de ceux et celles qui se sont rassemblés pacifiquement sur la place de l'indépendance ou qui ont participé à la courageuse marche des femmes.

Les élections qui les ont fait descendre dans la rue n'ont été ni libres ni équitables et la façon brutale dont le gouvernement a réagi a été honteuse.

Les Biélorusses doivent être libres de décider eux-mêmes de leur avenir. Ils ne sont pas de simples pions sur un échiquier.

À ceux qui plaident en faveur de liens plus étroits avec la Russie, je dis que l'empoisonnement d'Alexei Navalny avec un agent chimique neurotoxique n'est pas un acte isolé. **Nous avons pu observer ce type de pratiques en Géorgie et en Ukraine, en Syrie et à Salisbury – sans parler de l'ingérence électorale dans le monde entier.** Ces pratiques ne changent pas – et ce n'est pas un gazoduc qui va les faire changer.

La Turquie est un voisin important et le sera toujours. Mais si nous sommes géographiquement proches, la distance entre nous semble ne cesser de croître. Oui, la Turquie se situe dans une région qui connaît des troubles. Et oui, elle reçoit des millions de réfugiés, pour l'accueil desquels nous versons une aide financière considérable. Mais rien de tout cela ne justifie les tentatives d'intimidation de ses voisins.

Nos États membres, Chypre et la Grèce, pourront toujours compter sur une solidarité totale de l'Europe pour protéger leurs droits légitimes en matière de souveraineté.

La désescalade en Méditerranée orientale est dans notre intérêt mutuel. À cet égard, le retour des navires d'exploration vers les ports turcs ces derniers jours est une étape dans la bonne direction. Il était nécessaire pour créer l'espace indispensable au dialogue. Il n'y a qu'une voie à suivre : se garder d'agir unilatéralement et reprendre les pourparlers en toute bonne foi, car c'est la voie qui mène vers la stabilité et les solutions durables.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe doit réagir de manière plus ferme aux événements qui se déroulent sur la scène internationale, mais elle doit aussi approfondir et améliorer ses partenariats avec ses amis et alliés.

Et elle doit commencer par revitaliser les partenariats établis de plus longue date.

Nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord avec les décisions récentes de la Maison-Blanche. Mais nous **chérirons toujours l'alliance transatlantique** — fondée sur des valeurs et une histoire communes, et sur un lien indéfectible entre nos peuples.

Quoi qu'il arrive à la fin de cette année, nous sommes donc prêts à élaborer un nouvel agenda transatlantique pour renforcer notre partenariat bilatéral – que ce soit dans le domaine du commerce, de la technologie ou de la fiscalité.

Et nous sommes prêts à travailler *ensemble* à la réforme du système international que nous avons construit *ensemble*, avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, dans nos propres intérêts et dans l'intérêt du bien commun.

Nous devons prendre un nouveau départ avec de vieux amis – de part et d'autre de l'Atlantique et de part et d'autre de la Manche.

La scène qui s'est déroulée dans ce même hémicycle, quand nous nous sommes dit au revoir sur la mélodie de «Ce n'est qu'un au revoir» en nous tenant par la main, était éloquente. Elle montrait que l'affection portée au peuple britannique ne faiblira jamais.

En revanche, chaque jour qui passe voit vraiment faiblir les chances de conclure un accord à temps.

Les négociations sont toujours difficiles. Nous y sommes habitués.

Et la Commission a, en la personne de Michel Barnier, le négociateur le plus compétent et le plus expérimenté, pour nous guider parmi ces écueils.

Cependant, les négociations n'ont pas progressé comme nous l'aurions souhaité. Il nous reste désormais très peu de temps.

Comme toujours, cette Assemblée sera la première informée et elle aura le dernier mot.

Et je peux vous assurer que nous continuerons à vous tenir informés en permanence, tout comme nous l'avons fait pour l'accord de retrait.

Les négociations sur cet accord ont duré trois ans et nous y avons travaillé sans relâche. Ligne après ligne, mot après mot.

Et ensemble, nous avons réussi. Le résultat préserve les droits de nos citoyens, les intérêts financiers, l'intégrité du marché unique – et surtout l'accord du Vendredi saint.

L'UE et le Royaume-Uni ont convenu que c'était le meilleur et le seul moyen d'assurer la paix sur l'île d'Irlande.

Et nous ne reviendrons jamais là-dessus. Cet accord a été ratifié par cette Assemblée et par la Chambre des communes.

Il est impossible de le modifier unilatéralement, de l'ignorer ou de cesser d'en appliquer les dispositions. C'est une question de droit, de confiance et de bonne foi.

Et ce n'est pas seulement moi qui le dis – je vous rappelle les paroles de Margaret Thatcher:

«Le Royaume-Uni ne viole pas les traités. Ce serait mauvais pour la Grande-Bretagne, mauvais pour les relations avec le reste du monde et mauvais pour tout futur traité commercial.»

Ce qui était vrai à l'époque l'est toujours aujourd'hui.

La confiance est le fondement de tout partenariat solide.

L'Europe sera toujours prête à établir des partenariats solides avec ses voisins les plus proches.

Cela commence par les Balkans occidentaux.

Il y a six mois, la décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord a réellement été historique.

En effet, l'avenir de *toute* cette région est bien dans l'UE. Nous partageons la même histoire et la même destinée.

Les Balkans occidentaux font partie de l'Europe, ils ne sont pas seulement une escale sur la route de la soie.

Nous présenterons bientôt un plan de relance économique pour les **Balkans occidentaux**, axé sur un certain nombre d'initiatives régionales d'investissement.

Et nous serons également présents pour les pays du **partenariat oriental** et pour nos partenaires dans le voisinage méridional, afin de les aider à créer des emplois et à relancer leurs économies.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, ma toute première visite à l'extérieur de l'Union européenne a été pour l'Union africaine, et ce choix s'est imposé tout naturellement. Il s'est imposé naturellement, et le message était clair, parce que nous ne sommes pas seulement voisins, nous sommes des partenaires naturels.

Trois mois plus tard, lors d'une nouvelle visite avec l'ensemble du Collège, nous avons établi nos priorités pour notre nouvelle stratégie avec l'Afrique. Il s'agit d'un partenariat fondé sur l'égalité, qui offre aux deux parties des perspectives et des responsabilités communes.

L'Afrique sera un partenaire essentiel pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre – tant en ce qui concerne les questions liées au climat que le numérique ou le commerce.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous continuerons à croire en des relations commerciales ouvertes et équitables à travers le monde. Non comme une fin en soi – mais comme un moyen d'apporter la prospérité à nos pays et de promouvoir nos valeurs et nos normes. Plus de 600 000 emplois en Europe sont étroitement liés aux échanges commerciaux avec le Japon. Et l'accord que nous avons récemment conclu avec le Viêt Nam a permis de garantir des droits historiques à des millions de travailleurs sur place.

Nous ferons usage de notre puissance diplomatique et de notre influence économique pour négocier des accords qui font la différence – des accords prévoyant, par exemple, des zones

maritimes protégées en Antarctique. Il s'agirait de l'un des plus grands actes de protection de l'environnement de l'histoire.

Nous constituerons des coalitions extrêmement ambitieuses sur des questions telles que

l'éthique numérique ou la lutte contre la déforestation – et nous développerons des collaborations avec tous les partenaires partageant les mêmes idées – des démocraties asiatiques à l'Australie, l'Afrique, les Amériques et à tout autre pays souhaitant y adhérer.

Nous œuvrerons à une mondialisation juste. Mais nous ne pouvons pas la considérer pour acquise. Nous devons mettre l'accent sur l'équité et sur l'égalité des conditions de concurrence. Et l'Europe ira de l'avant – seule ou avec des partenaires souhaitant se joindre à elle.

Nous travaillons, par exemple, actuellement à un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Le carbone doit avoir son prix – parce que la nature ne peut plus en payer le prix.

Ce **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** devrait inciter les producteurs étrangers et les importateurs de l'UE à réduire leurs émissions de carbone, tout en veillant à l'égalité des conditions de concurrence d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

Le même principe s'applique à la **fiscalité numérique**. Nous mettrons tout en œuvre pour parvenir à un accord dans le cadre de l'OCDE et du G20. Mais il ne fait aucun doute que, si l'accord conclu ne permet pas la mise en place d'un système fiscal équitable procurant des recettes durables à long terme, l'Europe présentera une proposition en ce sens au début de l'année prochaine.

Nous souhaitons que l'Europe joue, au niveau mondial, le rôle de défenseur de l'équité.

UNE NOUVELLE VITALITÉ POUR L'EUROPE

Mesdames et Messieurs les députés,

Si l'Europe veut jouer ce rôle vital dans le monde, elle doit également faire naître une nouvelle vitalité sur le plan interne.

Et pour pouvoir aller de l'avant, nous devons à présent surmonter les divergences qui nous ont empêchés d'avancer.

L'accord historique sur l'instrument pour la relance *NextGenerationEU* montre qu'il est possible de dépasser ces divergences. La rapidité avec laquelle nous avons pris des décisions en matière de règles fiscales, d'aides d'État ou concernant l'instrument SURE est la preuve que, malgré ces divergences, nous pouvons agir.

Alors, agissons.

La question de la migration a fait l'objet de discussions suffisamment longues.

La migration a toujours existé en Europe – et elle existera toujours. Au fil des siècles, elle a défini nos sociétés, enrichi nos cultures et façonné nombre de nos vies. Et il en sera toujours ainsi.

Comme nous le savons tous, la crise migratoire de 2015 a causé des divisions nombreuses et profondes entre les États membres – certaines des cicatrices qu'elle a laissées sont toujours visibles aujourd'hui.

Des mesures importantes ont été prises depuis lors. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Si nous nous montrons tous prêts à faire des compromis – sans toutefois accepter la moindre compromission par rapport à nos principes – nous pouvons trouver des solutions.

La semaine prochaine, la Commission présentera son nouveau pacte sur la migration.

Nous adopterons une **approche axée sur l'humain et empreinte d'humanité**. Le sauvetage des vies humaines en mer n'est pas optionnel. Et les pays qui remplissent leurs obligations juridiques et morales ou qui sont plus exposés que les autres doivent pouvoir compter sur la solidarité de toute notre Union européenne.

Nous prévoyons un lien plus étroit entre l'asile et le retour. Nous devons établir une distinction claire entre les personnes qui ont le droit de rester et celles qui ne jouissent pas de ce droit.

Nous prendrons des mesures pour lutter contre les passeurs, pour renforcer les frontières extérieures, pour approfondir les partenariats extérieurs et pour créer des voies légales d'accès.

En outre, nous veillerons à ce que les personnes qui ont le droit de rester soient intégrées et se sentent les bienvenues.

Elles ont un avenir à bâtir – et des compétences, de l'énergie et du talent.

Je pense ainsi à Suadd, cette réfugiée adolescente syrienne arrivée en Europe et qui rêvait de devenir médecin. En trois ans, elle a obtenu une bourse prestigieuse du Collège royal de chirurgie en Irlande.

Je pense aussi à ces médecins réfugiés libyens et somaliens qui ont proposé leurs compétences médicales au moment où la pandémie frappait la France.

Mesdames et Messieurs les députés, si nous songeons aux épreuves que ces personnes ont surmontées et à ce qu'elles ont accompli, nous **n'avons pas d'autre choix que de nous montrer capables de gérer ensemble la question de la migration.**

Les images du camp de Moria nous rappellent douloureusement que l'Europe doit agir dans l'unité.

Nous devons tous intensifier nos efforts en la matière et prendre nos responsabilités – et c'est précisément ce que fera la Commission. La Commission travaille actuellement à l'élaboration d'un plan en vue d'un projet pilote mené conjointement avec les autorités grecques, pour installer un nouveau camp sur l'île de Lesbos. Nous pouvons apporter notre aide dans le cadre des procédures d'asile et de retour et améliorer sensiblement les conditions de vie des réfugiés.

Mais soyons clairs: si nous intensifions nos efforts, nous attendons de tous les États membres qu'ils intensifient eux aussi leurs efforts.

La migration constitue un défi européen et c'est l'ensemble de l'Europe qui doit faire sa part.

Nous devons rétablir la confiance entre nous et aller de l'avant ensemble.

Et cette confiance est au cœur même de notre Union et de notre façon de faire les choses ensemble.

Elle est ancrée dans nos valeurs fondatrices, dans nos démocraties et dans notre communauté de droit – pour reprendre le terme utilisé par Walter Hallstein.

Il ne s'agit pas d'un terme abstrait. L'état de droit contribue à protéger les citoyens du règne de la loi du plus fort. Il est le garant de nos droits et libertés les plus élémentaires, au jour le jour. Il nous permet d'exprimer nos opinions et d'être informés par une presse libre.

Avant la fin du mois, la Commission adoptera le premier rapport annuel sur l'état de droit, couvrant tous les États membres.

Il s'agit d'un outil de prévention permettant de détecter rapidement les problèmes et de trouver des solutions.

Nous souhaitons qu'il s'agisse d'un point de départ pour la Commission, le Parlement et les États membres, afin que les engagements pris ne soient pas remis en cause.

La Commission attache la plus haute importance à l'état de droit. C'est pourquoi nous veillerons à protéger les fonds disponibles au titre de notre budget et de l'instrument *NextGenerationEU* contre toutes les formes de fraude, la corruption et les conflits d'intérêts. Il s'agit d'un point non négociable.

Toutefois, les derniers mois nous ont également rappelé à quel point l'état de droit pouvait être fragile. Nous avons le devoir de faire preuve d'une vigilance permanente afin de protéger l'état de droit et de lui permettre de prospérer.

Les atteintes à l'état de droit ne peuvent être tolérées. Nous continuerons à défendre l'état de droit et à défendre l'intégrité de nos institutions européennes, qu'il s'agisse de la primauté du droit européen, de la liberté de la presse, de l'indépendance du pouvoir judiciaire ou de la vente de «passeports dorés». Les valeurs européennes ne sont pas à vendre.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces valeurs sont plus importantes que jamais. Je formule cette affirmation, car lorsque je pense à l'état de notre Union, ce sont les paroles de John Hume – l'un des grands Européens malheureusement décédés cette année – qui me viennent à l'esprit.

Si de nombreuses personnes vivent en paix aujourd'hui sur l'île d'Irlande, c'est en grande partie parce que John Hume croyait, d'une manière indéfectible, en l'humanité et en la résolution des conflits.

Il avait l'habitude de dire que le conflit était une question de différence et que la paix était une question de *respect* de la différence.

Et comme il l'a si justement rappelé en 1998 devant cette Assemblée: «*Les visionnaires européens ont décidé que la différence n'est pas une menace, la différence est naturelle. **La différence est l'essence même de l'humanité.***».

Ces mots sont plus importants aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été.

Parce que, lorsque nous regardons autour de nous, nous nous demandons *où est l'essence de l'humanité* quand trois enfants du Wisconsin voient leur père être la cible des balles la police alors qu'ils sont assis dans leur voiture.

Nous nous demandons *où est l'essence de l'humanité* lorsque des citoyens vêtus de costumes antisémites défilent ouvertement dans nos rues à l'occasion du carnaval?

Où est l'essence de l'humanité lorsque, tous les jours, des Roms sont exclus de la société et que d'autres personnes sont repoussées simplement à cause de leur couleur de peau ou de leurs croyances religieuses?

Je suis fière de vivre en Europe, dans cette société ouverte, fondée sur des valeurs et prônant la diversité.

Pourtant, même ici dans cette Union – de telles histoires font partie de la réalité quotidienne de tant de citoyens.

Et cela nous rappelle que **les progrès en matière de lutte contre le racisme et la haine sont fragiles – dans ce domaine, les avancées sont durement gagnées, mais très facilement perdues.**

C'est la raison pour laquelle l'heure du changement a sonné.

Il est temps à présent de construire une Union véritablement antiraciste – en condamnant le racisme, mais aussi en agissant.

La Commission va présenter un plan d'action pour commencer à concrétiser ce projet.

Dans ce cadre, nous proposerons d'étendre la liste des infractions prévues par la législation de l'UE à toutes les formes de crimes de haine et de discours de haine – qu'ils se fondent sur la race, la religion, le genre ou la sexualité.

La haine est toujours de la haine – et personne ne devrait s'en accommoder.

Nous renforcerons nos lois en matière d'égalité raciale là où des lacunes subsistent.

Nous utiliserons notre budget pour lutter contre la discrimination dans des domaines tels que l'emploi, le logement ou les soins de santé.

Nous deviendrons plus sévères en matière d'application de la législation en cas de retard de mise en œuvre.

Parce que dans cette Union, la lutte contre le racisme ne sera jamais optionnelle.

Nous **améliorerons l'éducation et les connaissances** sur les causes historiques et culturelles du racisme.

Nous nous **attaquerons aux préjugés inconscients**, qu'ils soient le fait des citoyens, des institutions, voire des algorithmes.

En outre, **la Commission désignera son tout premier coordinateur en matière de lutte contre le racisme** afin d'accorder à cette question une attention prioritaire et de travailler directement avec les citoyens, la société civile et les institutions.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous ne ménagerons pas nos efforts pour construire une Union de l'égalité.

Une Union dans laquelle vous pouvez être qui vous êtes et aimer qui vous voulez – sans crainte de récrimination ou de discrimination.

Parce **qu'être soi-même n'est pas une question d'idéologie.**

C'est votre identité.

Et nul ne pourra jamais vous la retirer.

C'est la raison pour laquelle je souhaite être claire – **les «zones sans LGBTQI» sont des zones sans humanité. Et elles n'ont pas leur place dans notre Union.**

Afin de veiller à ce que nous soutenions l'ensemble de la communauté, la Commission proposera bientôt une stratégie visant à renforcer les droits des LGBTQI.

Dans ce cadre, je plaiderai également en faveur de la reconnaissance mutuelle des relations familiales dans l'UE. **Si vous êtes parent dans un pays, vous êtes parent dans tous les pays.**

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les députés,

Voici le monde dans lequel nous voulons vivre.

Le monde où nous sommes unis dans la diversité et l'adversité. Où nous travaillons ensemble pour surmonter nos différences - et où nous nous soutenons dans les moments difficiles.

Le monde plus fort, plus respectueux et plus sain de demain que nous construisons aujourd'hui pour nos enfants.

Mais pendant que nous essayons d'apprendre la vie à nos enfants, nos enfants nous apprennent ce qu'est la vie.

Cette année nous a montré à quel point cela est vrai.

Nous pouvons parler des millions de jeunes qui demandent un changement pour une planète plus saine.

Ou des centaines de milliers de magnifiques arcs-en-ciel de solidarité affichés aux fenêtres de toute l'Europe par nos enfants.

Mais il y a une image qui m'est restée en tête au cours de ces six derniers mois. Une image qui saisit le monde à travers les yeux de nos enfants.

C'est l'image de Carola et de Vittoria. Les deux jeunes filles jouant au tennis sur les toits de la Ligurie en Italie.

Il n'y a pas que le talent et le courage des filles qui ressort de cette image.

C'est surtout la leçon qui se cache derrière. Une leçon de ne jamais se laisser bloquer par les obstacles sur son chemin, ne jamais se faire freiner par les conventions, et de toujours saisir le moment.

Voici ce que Carola, Vittoria et tous les jeunes d'Europe nous apprennent chaque jour sur la vie. Ceci est la prochaine génération d'Européens. NextGenerationEU.

Cette année, l'Europe a suivi leur exemple et a fait un bond en avant ensemble.

Quand il a fallu trouver une voie pour notre avenir, nous n'avons pas laissé les vieilles conventions nous freiner.

Quand nous avons senti la fragilité autour de nous, nous avons saisi le moment pour donner une nouvelle vitalité à notre Union.

Et quand nous avons eu le choix de faire cavalier seul comme par le passé, nous avons utilisé toute la force des 27 pour donner à tous les 27 une chance pour l'avenir.

Nous avons montré que nous sommes ensemble dans cette histoire et que nous en sortirons ensemble.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'avenir sera ce que nous en ferons. Et l'Europe sera ce que nous voulons qu'elle soit.

Cessons donc de la rabaisser. Et travaillons pour la construire. Pour la rendre forte. Et pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre.

Vive l'Europe !